



## **LIVRET PERSONNEL DE COMPÉTENCES :**

### **NON À L'USINE À CASES !**

Le système éducatif doit garantir la maîtrise d'une culture commune à tous les élèves.

Le SNUipp-FSU et SUD Education rappellent leur opposition au socle commun de la loi Fillon, au LPC et l'école du socle qui en découlent.

Le SNUipp-FSU et SUD Education appellent les collègues à ne pas renseigner le LPC et à faire signer la motion massivement par les conseils des maîtres.

Les personnels des écoles élémentaires et des collèges expriment aujourd'hui leur « ras-le-bol » dans un contexte où la politique et les outils d'évaluation ont subi des transformations importantes face à la nouvelle obligation institutionnelle concernant la validation des compétences du socle par le biais du Livret Personnel de Compétences (LPC) et qui leur pose de véritables problèmes pédagogiques et éducatifs.

Dans les écoles élémentaires, les enseignants renseignent déjà les livrets scolaires s'appuyant sur les compétences des programmes et ne perçoivent pas d'intérêt pédagogique à renseigner, pour les élèves de CE1 et de CM2, un livret supplémentaire sans utilité pour les élèves et peu cohérent avec les outils déjà mis en oeuvre. Les 46 items pour le CE1 et les 110 pour le CM2 sont parfois flous et impossibles à remplir. La surcharge de travail s'ajoute au manque de formation et d'accompagnement des enseignants qui mettent l'accent sur leur besoin de temps et de travail en équipe.

A tous les niveaux, les personnels refusent de se prêter à des attestations qui se transforment en véritables « usines à cases ». Ils n'adhèrent pas à une approche qui constitue d'autant moins une réponse aux difficultés des élèves face aux apprentissages que ces difficultés seront amplifiées par la politique de réduction systématique d'emplois dans l'éducation que poursuit le gouvernement.

Pour toutes ces raisons, quatre syndicats de la FSU (SNES, SNEP, SNUEP et SNUipp) et SUD Education demandent solennellement au Ministre que l'on revienne à des principes sérieux, cohérents et lisibles en matière d'évaluation des élèves.

Le SNUipp-FSU et SUD Education appellent les collègues à ne pas renseigner le LPC et à faire signer la motion massivement par les conseils des maîtres.